

<https://www.snetap-fsu.fr/25-novembre-Journee-internationale-de-lutte-contre-les-violences-faites-aux.htm>
1



25 novembre – Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes



- Nos Actions - Les Mobilisations -
Date de mise en ligne : lundi 10 novembre 2025

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Contre les violences faites aux femmes et aux filles, les violences sexistes et sexuelles, manifestons partout le samedi 22 novembre 2025 et le mardi 25 novembre 2025 !

<https://www.grevefeministe.fr/>

25 NOVEMBRE 2025 : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

Pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, nous manifesterons en solidarité, comme nous l'avons déjà fait le 11 octobre, avec
et pour les femmes du monde entier : celles qui sont victimes des violences machistes, des conflits armés, des famines, des spoliations de terres et de leurs biens naturels, des gouvernements réactionnaires et des états théocratiques. Avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, dont les voix sont étouffées, qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les filles, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent, en dépit des risques encourus. A toutes celles que nous avons perdues.

Les violences et l'impunité des agresseurs persistent 8 ans après l'élection d'Emmanuel Macron, en plein #MeToo. La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite. Le parcours judiciaire revictimise bien souvent les femmes et constitue un obstacle à la sortie de la violence comme la baisse du financement public des associations d'accompagnement des victimes.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les ateliers des chaînes d'approvisionnement des multinationales, les commissariats, les centres de rétention, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... Dans tous les milieux sociaux.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent au croisement de plusieurs systèmes d'oppressions.

Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes victimes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, les femmes migrantes, sans papiers, les travailleuses précaires, les femmes sans domicile et autres femmes précarisées, femmes en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution, et celles victimes de l'industrie pédo et pornocriminelle.

Sans autorisation de travailler, les femmes étrangères dont les demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains.

En France, en 2024, c'est encore plus d'un féminicide tous les trois jours commis par un conjoint ou un ex-conjoint. Des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple

et les enfants co- victimes ne diminuent pas, tout comme les viols ou tentatives.

La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%).

Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 50% des lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe. Les femmes âgées de plus de 70 ans ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences, elles représentent pourtant 21% des féminicides.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Sur les lieux de travail plus de 8000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes, y compris de violences conjugales.

La montée de l'extrême droite en Europe et dans le monde constitue une menace majeure pour les droits des femmes et en France, le danger de son accession au pouvoir n'est pas écarté. Ces droits sont attaqués dès que l'extrême droite est au pouvoir.

Depuis quelque temps, elle prétend lutter contre les violences faites aux femmes. Sous couvert de défendre certaines d'entre elles, ces mouvements exploitent la question des violences sexistes à des fins racistes et fémonationalistes, ne s'indignant que selon l'origine, la nationalité ou la religion réelle ou supposée des agresseurs. Dans ce climat délétère, les femmes portant le voile sont de plus en plus souvent la cible d'agressions dans la rue, dans les médias, comme dans les discours politiques.

Les groupuscules fascistes attaquent régulièrement des militantes et militants sans réaction des pouvoirs publics.

Derrière les slogans et les postures prétendument féministes, l'extrême droite ne défend ni la liberté des femmes, ni leur émancipation, ni l'égalité, et se désintéresse profondément de la réalité et des droits des femmes qui luttent dans le monde.

Sans politique publique à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les garçons et les hommes continueront de perpétrer des violences

Les organisations féministes et syndicales exigent :

- Une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne.
- 3 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en œuvre
- Une Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité (EVARS) effective partout
- L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations qui accompagnent les victimes et assurent l'éducation populaire sur les questions de violences et d'égalité femmes-hommes.

Tant que l'une d'entre nous n'est pas libre, tant que les violences machistes s'exerceront sur une seule d'entre nous, nous lutterons !

25 novembre – Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Nous appelons à participer aux mobilisations à l'occasion de la journée internationale des droits des enfants et pour le jour du souvenir trans (TDoR).

Contre les violences faites aux femmes et aux filles, les violences sexistes et sexuelles, manifestons partout le samedi 22 novembre 2025 et le mardi 25 novembre 2025 !

Le 20 octobre 2025

Manifestons partout le samedi 22 novembre 2025 et le mardi 25 novembre 2025 !

Signataires au 1er Novembre 2025

ACDI Cameroun , ActionAid France, Alliance des femmes pour la Démocratie, Amicale du Nid, APEL-Égalité, Assemblée des Femmes, Attac France, Association Nationale des Etudes Feministes , Association Place des Femmes 59, [CGT](#) confédération Générale du Travail, CIDFF de Seine Maritime, [CNT](#)-SO Éducation/Recherche, Coalition féministe et enfantiste pour une loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles, Collectif National pour les Droits des femmes, Collectif des Féministes Narbonnais.es , Collectif 11 droits des femmes, Collectif IVG Tenon, Le Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) , Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF), CRID, Dans le Genre Egales, Égalités, En avant toute(s), En Parler, Excision parlons-en !, FAGE, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR), FEMEN France, Femmes Égalité , Femmes Solidaires, Femmes Solidaires 80, Fondation des Femmes, Fondation Copernic, Force Féministe (57), France Amérique latine FAL , [FSU](#), Genre et Altermondialisme , GISTI, Iran Justice , Las Rojas Paris, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie-LFID, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Le Planning familial, Maison des femmes Thérèse Clerc de Montreuil, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement de la Paix, Mouvement des femmes kurdes, Mouvement du Nid, Organisation de Solidarité Trans (OST), Osez le Féminisme, Parents et Féministes, Réussir l'égalité femmes-hommes, Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques (StopVOG), [UNEF](#) le syndicat étudiant, Union des femmes socialistes SKB, Union Nationale des Familles de Féminicides (UNFF), Union Étudiante , Union syndicale Solidaires, Victoires Populaires, Visa – Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes.

En soutien

Génération-s, L'APRÈS , La France insoumise, Les Jeunes de L'APRÈS, NPA-l'Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Socialiste, [PEPS](#) Ecoféminisme, Socialisme ou Barbarie France, Réseau coopératif Gauche Alternative



25 NOVEMBRE 2025 : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION
DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

**Contre le patriarcat : ni oubli, ni silence,
marchons contre les violences !**

Pour la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, nous manifestons en solidarité, comme nous l'avons déjà fait le 11 octobre, avec et pour les femmes du monde entier : réfugiées victimes de violences machistes, des conflits armés, des femmes, des adolescentes de territoires dépourvus de nature, des gouvernements réactionnaires et des États théocratiques. Avec toutes celles qui peuvent se sentir, d'elles ou sont étouffées, qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence masculine, les femmes, les filles, les personnes LGBQT+, victimes celles qui souffrent et qui aident, au-delà des campagnes, on en a. A toutes celles qui nous aident.

Les violences et l'impunité des agresseurs pendant le 11 ans après l'adoption d'Erasmus Mundus, en partenariat avec le *Forum des femmes*, analyse les violences faites aux femmes, les plaintes déposées sans suite. Le parcours judiciaire révélera bien souvent les femmes et constitue un obstacle à la sortie de la violence comme la baisse du financement public des associations d'accompagnement des victimes.

Les valeurs isolées et successives survenant partout, et tout le temps - dans nos esprits familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espérance publique, dans les troupes, dans les hôpitaux, dans les écoles, les salons, les gynécologues, dans les maisons, dans les ateliers dans les chaînes d'approvisionnement dans les institutions, les communautés, les centres de réhabilitation, dans les milieux scolaires, religieux, de sport, ou politique. Dans tous les milieux sociaux.

Elles trouvent leur place dans le palmarès des sites culturels et patrimoniaux de plusieurs systèmes d'opérations.

Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes victimes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, les femmes migrantes, sésépiennes, les travailleuses précaires, les femmes sans domicile et autres femmes précaires, femmes en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution, et celles victimes de l'industrie porno et porno-médias.

Sans automatisation de travail, les femmes étrangères dont les demandeurs d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de sexualité et de traite des êtres humains.

En France, en 2024, s'est ensuivi plus d'un homicide tous les trois jours commis par un couplet ou une ex-couplet. Des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes. Le nombre de femmes victimes de violence dans le couplet et les enfants co-victimes diminue, tout comme les violences conjugales.

Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime viol. 30% des lesbiennes et 25% des bi et/ou transsexuelles à été victimes dans l'espace public et 80% des personnes trans et/ou bi ont déjà subi une agression physique. Les femmes âgées de plus de 50 ans ont subi plus souvent que les autres les agressions et les violences, elles représentaient presque 25% des victimes.

150 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Sur les lieux de travail plus de 8000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissant du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes, à l'exception des violences conjugales.

La montée de l'extrême droite en Europe et dans le monde constitue une menace majeure pour les droits des femmes, et en France, le danger de son accession au pouvoir n'est pas écarté. Ces droits sont attaqués dès que l'extrême droite est au

Depuis quelque temps, elle prétend lutter contre les violences faites aux femmes. Sous couvert de défendre certaines d'entre elles, ces mouvements exportent la question des violences féministes à des fins raciales et sexistes, en les indignifiant que selon l'origine, l'orientation ou la religion réelle ou supposée des agresseurs. Dans ce climat délirant, les femmes portant le voile sont de plus en plus montrées au siècle d'agressions dans le sud, dans les médias, souvent dans les discours politiques.

Les groupements fascistes attaquent régulièrement des militants et militants sympathisants des pouvoirs publics.

Bornes les dogmes et les postures préjudiciables, Ninkistes, l'extrême droite ne défend ni la liberté des femmes, ni leur émancipation, ni l'égalité, et se désintéresse profondément de l'intimité et des droits des femmes qui luttent dans le monde.

Il est politique, politique à grande échelle, sans précédent et sans précédent, les gouvernements les ont continués de passer les siècles.

Les enseignants-chercheurs et syndiqués exigent :

-Une loi-cadre intégrale contre les violences, contre les

- 3 milliards d'euros supplémentaires pour la maîtrise en œuvre
- Une éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la

• **L'exercice immédiat de la loi des finances** : l'accompagnement des victimes et l'assurance de l'éducation populaire sur les questions de violence et d'égalité hommes-femmes.

Tant que l'une d'entre nous n'est pas libre, tant que les violences masculines s'exercent sur une seule d'entre nous, nous sommes !

Vous souhaitez participer aux modifications à l'occasion de la journée internationale des droits des enfants et pour le jour du monde des livres (JCM)?

Contre les violences faites aux femmes et aux filles, les violences sexistes et sexuelles, **manifestations partout le samedi 23 novembre 2024 et le mardi 26 novembre 2024** !

La 30 octobre 2009

**Manifestons partout le samedi 22 novembre 2025
et le mardi 25 novembre 2025 !**

[illegible]

En action
Génération-s, L'APRÈS, La France Inconnue, Les Jeunes de L'APRÈS, MRA/Anticapitaliste, Parti Communiste des
Ouvriers de France (PCOF), Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Socialiste, PEPS Ecologistes
Socialistes, Le Gariboldi Centre, Réseau communiste Gariboldi-Alternative

www.grevefeministe.fr

 [laguereefeministe](#)
 [greve_feministe](#)
 [grevefeministe.lady.social](#)
 [greve.feministe](#)